



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## monuments historiques

Question écrite n° 43075

### Texte de la question

M. Philippe Cochet \* attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la profonde inquiétude des entreprises du secteur de la construction face à l'évolution des crédits inscrits dans la loi de finances pour 2004 au titre de la restauration des monuments historiques. Ces entreprises ont en effet appris une réduction importante des crédits par le biais des DRAC et regrettent ces changements conjoncturels dommageables pour leur activité. Or la sauvegarde des crédits pour la restauration du patrimoine architectural est nécessaire au maintien du tissu économique local et à la pérennité d'une main-d'oeuvre parfois hautement qualifiée et donc difficilement renouvelable, comptant de nombreuses années de formation. Il le remercie de bien vouloir indiquer les mesures envisagées pour éventuellement atténuer l'impact de cette évolution.

### Texte de la réponse

Le ministre de la culture et de la communication a déjà été saisi et a répondu à la situation de tension apparue, en 2004, sur le montant des crédits affectés à la restauration des monuments historiques et aux difficultés rencontrées par les entreprises de ce secteur qui pourraient être fragilisées par un retard de l'administration à honorer des engagements. La préoccupation de voir, plus globalement, maintenue la dynamique d'entretien et de restauration de notre patrimoine, qui a fait l'objet d'annonces fortes, en septembre 2003, lors du lancement du plan national pour le patrimoine, revêt pour le ministère de la culture et de la communication une dimension tout à fait prioritaire. Le niveau des crédits de paiement notifiés aux directions régionales des affaires culturelles (177 MEUR sur le chapitre 5620) s'est révélé insuffisant pour répondre aux besoins exprimés, et dont certains, de toute première urgence, concernent des opérations engagées, ou rendus indispensables, pour assurer la sécurité du public. C'est la raison pour laquelle le ministre a décidé de redéployer 20 MEUR supplémentaires, en 2004, pour abonder en conséquence les dotations des directions régionales des affaires culturelles et répondre à la situation de tension évoquée.

### Données clés

**Auteur :** [M. Philippe Cochet](#)

**Circonscription :** Rhône (5<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 43075

**Rubrique :** Patrimoine culturel

**Ministère interrogé :** culture et communication

**Ministère attributaire :** culture et communication

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 6 juillet 2004, page 5019

**Réponse publiée le :** 17 août 2004, page 6418